

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29406]

20 JUIN 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Communauté française relatif à la gestion et au fonctionnement du « Jardin botanique national de Belgique »

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 17 mai 2013 entre la Communauté flamande et la Communauté française relatif à la gestion et au fonctionnement du « Jardin botanique national de Belgique »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 485-1. – Rapport, n° 485-2

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 juin 2013.

Accord de coopération entre la Communauté flamande et la Communauté française relatif à la gestion et au fonctionnement du « Jardin botanique national de Belgique »

Vu les articles 121, § 1^{er}, premier alinéa et 127, § 1^{er} de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier les articles 4, 4^e, 6bis, § 1^{er}, 12, 87, 88 et 92bis, § 1^{er}, premier alinéa, §§ 5 et 6;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 92bis, § 4quinquies inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux Régions et aux Communautés;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, en particulier l'article 62ter, inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001 de refinancement des Communautés et d'extension des compétences des Régions;

Vu l'accord du comité de concertation donné en date du 6 février 2013;

Considérant que l'Etat fédéral et la Communauté flamande ont signé le 8 avril 2013 une convention de prêt à usage, selon laquelle le patrimoine scientifique du Jardin botanique national est donné en prêt à la Communauté flamande;

Considérant que le Conseil scientifique établi auprès du Jardin botanique national de Belgique en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 20 avril 1965 fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux, a approuvé le 17 décembre 2012 un inventaire complet du patrimoine scientifique et mis en place une méthode d'identification du patrimoine scientifique qui peut déterminer la propriété des pièces;

Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap betreffende het beheer en de werking van de 'Nationale Plantentuin van België'

Gelet op de artikelen 12 1, § 1, eerste lid en 127, § 1 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid de artikelen 4, 4^e, 6bis, § 1, 12, 87, 88 en 92bis, § 1, eerste lid, §§ 5 en 6;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis, § 4quinquies ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid artikel 62ter, ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

Gelet op het akkoord van het overlegcomité, gegeven op 6 februari 2013;

Overwegende dat op 8 april 2013 tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap een bruikleenovereenkomst werd ondertekend waarbij het wetenschappelijk patrimonium van de Nationale Plantentuin in bruikleen wordt gegeven aan de Vlaamse Gemeenschap;

Overwegende dat de Wetenschappelijke Raad die bij de Nationale Plantentuin van België werd ingesteld met toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen, op 17 december 2012 een volledige inventaris van het wetenschappelijk patrimonium heeft goedgekeurd en een methode heeft vastgesteld op basis waarvan het eigendomsrecht van een stuk van het wetenschappelijk patrimonium kan vastgesteld worden;

La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Kris Peeters, Ministre-Président;

Et

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Rudy Demotte, Ministre-Président;

Conviennent ce qui suit:

Article 1^{er}. Le Jardin botanique national de Belgique, est transféré par l'Etat fédéral à la Communauté flamande.

La Communauté flamande détermine la forme juridique du Jardin botanique national de Belgique.

Cette forme juridique sera établie dans le respect du principe d'autonomie en matière de gestion et dans le respect des dispositions du présent accord de coopération.

Art. 2. Par dérogation à l'article premier, le patrimoine scientifique du Jardin botanique national de Belgique, visé à l'alinéa deux, reste la propriété de l'Etat fédéral.

Le patrimoine scientifique comprend l'herbier, les collections scientifiques (comprenant notamment les plantes vivantes sous verre et en plein air et la banque de graines) et la bibliothèque (comprenant notamment les livres, les périodiques, les archives, l'iconothèque, les tirages à part et la cartothèque), ainsi que la documentation y afférente.

La Communauté flamande acquiert la propriété des acquisitions et des extensions sur le patrimoine scientifique du Jardin botanique national, à l'exception des extensions ou des acquisitions financées par l'Etat fédéral ou par les autres entités fédérées.

Une convention de prêt peut être conclue entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande, stipulant les conditions auxquelles le patrimoine scientifique est prêté à la Communauté flamande.

Sous réserve du vœu explicite du donataire, du légataire ou du testateur, les donations, legs ou héritages transmis au Jardin botanique national de Belgique après la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération deviennent la propriété de la Communauté flamande.

Les collections qui sont mises en dépôt par les institutions de la Communauté française après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération et qui sont acceptées par le Jardin botanique, restent la propriété du déposant.

Art. 3. La Communauté flamande reprend les droits et devoirs de l'Etat fédéral sur le Jardin botanique national le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, à l'exception de ceux qui concernent le patrimoine scientifique conformément aux dispositions de l'article 2, alinéa 1^{er}.

Art. 4. Le Jardin botanique national de Belgique a pour missions :

- d'effectuer et d'encourager la recherche scientifique en botanique et en mycologie et ce, dans le contexte plus large de la recherche en biodiversité et en histoire des sciences;

- de conserver, gérer et valoriser des collections scientifiques, bien documentées, de plantes et de fungi (notamment plantes vivantes, graines, tissus végétaux, herbiers);

- d'assurer la fonction muséale, éducative et touristique dans un objectif de prise de conscience et de formation du public.

Art. 5. § 1^{er}. Le Conseil d'administration du Jardin botanique national de Belgique est composé de neuf membres, dont cinq sont désignés par le Gouvernement flamand, deux par le Conseil scientifique visé à l'article 6, § 1^{er} et deux, par le Gouvernement de la Communauté française.

Son secrétariat est assuré par le fonctionnaire dirigeant de l'institution qui assiste aux réunions avec voix consultative.

§ 2. Le Conseil d'administration veille au respect des missions dévolues au Jardin botanique national de Belgique, conformément à l'article 4.

Le Conseil d'administration peut être saisi à l'initiative de chacun de ses membres sur toute question relative à l'application du présent accord.

§ 3. Les décisions du Conseil d'administration relatives au soutien administratif et technique des chercheurs sont prises à la majorité spéciale de 7 membres sur 9.

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de heer Kris Peeters, Minister-President;

En

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de heer Rudy Demotte, Minister-President;

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1. De Nationale Plantentuin van België wordt door de Federale Staat overgedragen aan de Vlaamse Gemeenschap.

De Vlaamse Gemeenschap bepaalt de rechtsvorm van de Nationale Plantentuin van België.

Deze rechtsvorm dient het beginsel inzake autonomie van het beheer te huldigen en mag geen afbreuk doen aan de bepalingen van de hiernavolgende artikelen.

Art. 2. In afwijking van artikel 1, blijft het wetenschappelijke patrimonium van de Nationale Plantentuin van België, bedoeld in het tweede lid eigendom van de Federale Staat.

Het wetenschappelijke patrimonium omvat het herbarium, de wetenschappelijke verzamelingen (met name de levende planten onder glas en in openlucht en de zaadbank) en de bibliotheek (met name de boeken, tijdschriften, archieven, iconotheek, overdrukken en cartotheek) en de documentatie die bij dit alles hoort.

Bij de uitbreiding van en de verwerving van aanwinsten op het wetenschappelijke patrimonium verwerft de Vlaamse Gemeenschap hiervan de eigendom, met uitzondering van die uitbreiding of verwerving van aanwinsten die door de Federale Staat of door de andere gefedereerde entiteiten worden gefinancierd.

Tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap kan een bruikleenovereenkomst worden afgesloten die de voorwaarden bepaalt waaronder het wetenschappelijk patrimonium in bruikleen wordt gegeven aan de Vlaamse Gemeenschap.

Onder voorbehoud van een uitdrukkelijke wilsuiving van de schenker, legataris of erflater, worden de schenkingen, legaten of erfenissen die na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord worden gedaan aan de Nationale Plantentuin van België, eigendom van de Vlaamse Gemeenschap.

Collecties die na de inwerkingtreding van dit akkoord door instellingen van de Franse Gemeenschap in bewaring worden gegeven en door de Plantentuin worden aanvaard, blijven eigendom van de bewaargever

Art. 3. De Vlaamse Gemeenschap treedt op de dag van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord in de rechten en de plichten van de federale staat met betrekking tot de Nationale Plantentuin, met uitzondering van het wetenschappelijke patrimonium zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid.

Art. 4. De Nationale Plantentuin van België heeft als opdracht :

- het wetenschappelijk onderzoek in de botanie en de mycologie te verrichten en te bevorderen en dit in een bredere context van onderzoek inzake biodiversiteit en de geschiedenis van de wetenschap;

- gedocumenteerde wetenschappelijke collecties van planten en fungi (met name levende planten, zaden, plantenweefsels, herbaria) te beheren, te bewaren en te valoriseren;

- een museale, educatieve en toeristische functie waar te nemen met het oog op de bewustwording en de vorming van het publiek.

Art. 5. § 1. De Raad van Bestuur van de Nationale Plantentuin van België bestaat uit negen leden, waarvan vijf leden worden aangeduid door de Vlaamse Regering, twee leden aangeduid worden door de Wetenschappelijke Raad, bedoeld in artikel 6, § 1 en twee leden worden aangeduid door de Franse Gemeenschapsregering.

Het secretariaat wordt waargenomen door de leidend ambtenaar van de instelling, die de vergaderingen bijwoont met raadgevende stem.

§ 2. De Raad van Bestuur staat in voor de uitoefening van de opdrachten die aan de Nationale Plantentuin van België overeenkomstig artikel 4 worden toegekend.

De Raad van Bestuur kan, op initiatief van elk van zijn leden, worden gevat over elke vraag die verband houdt met de toepassing van dit akkoord.

§ 3. Beslissingen van de Raad van Bestuur met betrekking tot de administratieve en technische omkadering van de wetenschappelijke onderzoekers behoeven een bijzondere meerderheid van minstens 7 leden op 9.

Art. 6. § 1^{er}. La Communauté flamande s'engage à prévoir la forme juridique visée à l'article 1^{er}, deuxième alinéa pour un Conseil scientifique composé comme suit:

a) des représentants désignés par les universités flamandes;

b) un nombre de représentants égal au a) désignés par les universités de la Communauté française;

c) des représentants désignés par et parmi les chercheurs scientifiques néerlandophones de l'institution;

d) un nombre de représentants égal au c) désignés par et parmi les chercheurs scientifiques de la Communauté française, visés à l'article 8, alinéa 1^{er};

e) des représentants internationaux qui sont cooptés par les représentants cités aux points a), b), c) et d).

Les représentants cités à l'alinéa précédent doivent être spécialisés ou actifs dans les matières citées à l'article 4.

La présidence du Conseil scientifique est exercée par périodes de deux années, par une personne désignée par les membres du conseil scientifique alternativement au sein des membres visés aux points a) et au sein de ceux visés au point b).

Le fonctionnaire dirigeant de l'Institution assure le secrétariat du Conseil scientifique avec voix consultative.

Le Conseil scientifique assiste le Conseil d'administration pour l'exécution scientifique de la mission du Jardin botanique telle que définie à l'article 4.

Le Conseil scientifique présente les programmes scientifiques, donne des avis lors du recrutement, de l'évaluation et de la promotion des chercheurs scientifiques, gère le patrimoine scientifique et en assure les modalités d'accès.

Le Conseil scientifique apporte des conseils sur les possibles recherches concernant le patrimoine historique d'un point de vue d'histoire de l'art et d'histoire des sciences.

Pour les rapports scientifiques qu'ils rédigent dans le cadre de l'exercice de leur mission, les chercheurs scientifiques disposent de la faculté d'utiliser le français, le néerlandais ou l'anglais.

§ 2. L'inventaire complet du patrimoine scientifique et la méthode d'identification du patrimoine scientifique déterminant la propriété des pièces, tels qu'approuvés le 17 décembre 2012 par l'actuel Conseil scientifique auprès du Jardin botanique national de Belgique, établi en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 20 avril 1965 fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux, sont joints en annexe 2 au présent accord de coopération.

Art. 7. Les membres du personnel qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, appartiennent au rôle linguistique néerlandais, sont transférés à la Communauté flamande. Ils relèvent de l'application du statut du personnel flamand.

Les membres du personnel qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, appartiennent au rôle linguistique français, sont transférés à la Communauté française. Ils relèvent de l'application du statut du personnel de la Communauté française.

Les membres du personnel visés à l'alinéa premier et deux, sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rémunération et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

La situation pécuniaire de ces membres du personnel, résultant de l'application de leur nouveau statut ne peut pas être désavantageuse par rapport au règlement qui était d'application avant l'entrée en vigueur du présent accord.

Art. 8. Un nombre de chercheurs scientifiques de la Communauté française au moins égal au nombre de chercheurs scientifiques du rôle linguistique français au jour de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération travaille sur le site et dans le cadre de l'Institution visée à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 6. § 1. De Vlaamse Gemeenschap verbindt zich er toe om in de in artikel 1, tweede lid, bedoelde rechtsvorm te voorzien in een Wetenschappelijke Raad die is samengesteld als volgt:

a) vertegenwoordigers aangeduid door de Vlaamse universiteiten;

b) een als in a) gelijk aantal vertegenwoordigers aangeduid door de universiteiten van de Franse Gemeenschap;

c) vertegenwoordigers aangeduid door en uit de Nederlandstalige wetenschappelijke onderzoekers van de instelling;

d) een als in c) gelijk aantal vertegenwoordigers aangeduid door en uit de wetenschappelijke onderzoekers van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 8, eerste lid;

e) internationale vertegenwoordigers die door de vertegenwoordigers vernoemd onder a), b), c) en d) worden gecoöpteerd.

De vertegenwoordigers vermeld in het vorige lid dienen deskundig of werkzaam te zijn in de aangelegenheden zoals vermeld in artikel 4.

Het voorzitterschap van de Wetenschappelijke Raad wordt uitgeoefend voor periodes van twee jaar, door een persoon die door de leden van de wetenschappelijke raad wordt aangeduid, altemerend onder de leden bedoeld in punt a) en de leden bedoeld in punt b).

De leidend ambtenaar van de instelling neemt het secretariaat van de Wetenschappelijke raad met raadgevende stem waar.

De Wetenschappelijke Raad staat de Raad van Bestuur bij voor de wetenschappelijke invulling van de opdracht van de Plantentuin zoals vervat in artikel 4.

De Wetenschappelijke Raad stelt de wetenschappelijke programma's voor, geeft advies bij de rekrutering, evaluatie en promotie van wetenschappelijke onderzoekers, beheert het wetenschappelijke patrimonium en verzekert er de toegangsmodaliteiten van.

De Wetenschappelijke raad verleent advies over het mogelijk onderzoek naar het historisch erfgoed op het vlak van de kunstgeschiedenis en de geschiedenis der wetenschappen.

Voor de wetenschappelijke verslagen die zij opstellen in het kader van de uitoefening van hun opdracht, kunnen de wetenschappelijke onderzoekers het Nederlands, het Frans of het Engels te gebruiken.

§ 2. De volledige inventaris van het wetenschappelijk patrimonium en de identificatiemethode die toelaat het eigendomsrecht van een stuk van het wetenschappelijk patrimonium vast te stellen, zoals op 17 december 2012 goedgekeurd door de huidige Wetenschappelijke Raad bij de Nationale Plantentuin van België, die is ingesteld met toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen, worden als bijlage 2 aan dit samenwerkingsakkoord toegevoegd.

Art. 7. De personeelsleden die op het ogenblik van de inwerking-treding van dit samenwerkingsakkoord behoren tot de Nederlandse taalrol, worden overgedragen naar de Vlaamse Gemeenschap. Zij vallen onder de toepassing van het Vlaams personeelsstatuut.

De personeelsleden die op het ogenblik van de inwerking-treding van dit samenwerkingsakkoord behoren tot de Franse taalrol, worden overgedragen naar de Franse Gemeenschap. Zij vallen onder de toepassing van het statuut dat van toepassing is op het personeel van de Franse Gemeenschap.

De overgang van de in het eerste en tweede lid genoemde personeelsleden geschiedt met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden tenminste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaat-sing bekleedden.

De financiële regeling die voortvloeit uit de toepassing van hun nieuwe statuut kan voor deze personeelsleden niet nadeliger zijn dan de regeling die op hen van toepassing was vóór de inwerking-treding van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 8. Een aantal wetenschappelijke onderzoekers van de Franse Gemeenschap dat ten minste gelijk is aan het aantal wetenschappelijke onderzoekers van de Franse taalrol op de dag van de inwerking-treding van het samenwerkingsakkoord, werkt op de site en binnen het kader van de in artikel 1, tweede lid, bedoelde instelling.

Pour l'application du présent accord, on entend par « chercheur scientifique » l'ensemble du personnel de niveau A (ou 1) et SW et du personnel de niveau B (ou 2+).

Le personnel administratif et technique (niveaux C et D) n'est pas considéré comme chercheur scientifique.

Les chercheurs visés à l'alinéa premier sont sous l'autorité administrative d'un directeur de la Communauté française qui travaille sur le site du Jardin Botanique et sous l'autorité fonctionnelle de la direction de l'Institution.

Art. 9. Les membres du personnel administratif et technique (niveaux C et D) du Jardin botanique national de Belgique qui sont transférés à la Communauté française en application de l'article 7, travaillent sur le site du Jardin Botanique, sous l'autorité administrative du directeur visé à l'article 8 et sous l'autorité fonctionnelle de la direction de l'Institution.

A la cessation de leur carrière, ces membres du personnel sont remplacés par des membres du personnel néerlandophones.

Par mesure transitoire, au cours de la période durant laquelle ces membres du personnel administratif et technique sont actifs au Jardin botanique, un membre du personnel apte assiste ces membres du personnel pour la gestion administrative quotidienne en néerlandais.

Art. 10. En vue de l'application de l'article 62ter de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, il est disposé que les membres du personnel ayant obtenu leur mobilité au sein des services de l'autorité fédérale avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération ne seront pas considérés comme des membres du personnel effectif au sens de l'article 62ter susmentionné.

Un organigramme de l'ensemble du personnel en fonction au sein du Jardin botanique national au jour de la signature du présent accord de coopération et permettant d'identifier le rôle linguistique de chaque membre du personnel est joint en annexe 3 au présent accord et les montants attribués aux Communautés en application de l'article 62ter sont calculés sur sa base.

Le Jardin botanique et le Ministère de la Communauté française peuvent définir dans un protocole des modalités pratiques de collaboration entre leurs personnels respectifs.

Art. 11. La rémunération et tout avantage pécuniaire y lié pour les membres du personnel de la Communauté française, y compris les chercheurs scientifiques, sont à charge du budget de la Communauté française.

La Communauté flamande garantit un soutien administratif et technique effectif et identique de tous les chercheurs scientifiques.

Lorsqu'un membre du personnel de la Communauté française est promoteur scientifique d'un contrat de recherche extérieur, ce contrat est enregistré, pour le reporting scientifique, à la fois auprès d'une institution scientifique ou universitaire de la Communauté française et auprès du Jardin.

Les moyens qui sont rendus disponibles auprès de la Communauté française suite au départ de membres du personnel administratif et technique, ne peuvent être utilisés qu'au bénéfice de l'institution, visée à l'article 1er, deuxième alinéa, et ses missions scientifiques.

Art. 12. L'accès aux infrastructures du Jardin botanique dans le cadre de la recherche scientifique est au moins gratuit pour quiconque fait partie d'un institut de recherche agréé par une université belge ou étrangère, un institut de recherche flamand, wallon ou de région bruxelloise ou par l'autorité flamande, ou quiconque est agréé à cet effet par le Conseil scientifique.

Art. 13. Les conditions d'accès au Domaine et aux services du Jardin botanique national de Belgique sont réglées de manière identique pour l'ensemble du public sans aucune distinction d'aucune sorte à l'exception des personnes visées à l'article 12.

Voor de toepassing van dit akkoord verstaat men onder « wetenschappelijk onderzoeker » alle personeelsleden van niveau A (of 1) en SW en alle personeelsleden van niveau B (of 2+).

Het administratief en technisch personeel (niveau C en D) wordt niet als wetenschappelijk onderzoeker beschouwd.

De in het eerste lid bedoelde onderzoekers staan onder het administratieve gezag van een directeur van de Franse Gemeenschap die op de site van de Plantentuin tewerkgesteld is, en onder het functionele gezag van de directie van de instelling.

Art. 9. Het administratief en technisch personeel (niveau C en D) van de Nationale Plantentuin van België dat in toepassing van artikel 7 wordt overgedragen naar de Franse Gemeenschap, wordt tewerkgesteld op de site van de Plantentuin onder het administratieve gezag van de in artikel 8 bedoelde directeur en onder het functionele gezag van de directie van de instelling.

Deze personeelsleden worden bij de beëindiging van hun loopbaan enkel vervangen door Nederlandstalige personeelsleden.

Bij wijze van overgangsmaatregel staat, tijdens de periode waarin dit administratief en technisch personeel werkzaam is in de Plantentuin, een bekwaam personeelslid deze personeelsleden bij voor het dagelijkse administratieve beheer in het Nederlands.

Art. 10. Met het oog op de toepassing van artikel 62ter van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt bepaald dat de personeelsleden die hun mobiliteit binnen de diensten van de federale overheid verkregen hebben vóór de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, niet beschouwd zullen worden als effectieve personeelsleden in de zin van het voormelde artikel 62ter.

Een organigram met alle personeelsleden in dienst bij de Nationale Plantentuin op de dag van ondertekening van dit samenwerkingsakkoord en aan de hand waarvan de taalrol van elk personeelslid kan worden geïdentificeerd, is als bijlage 3 bij dit akkoord gevoegd en de bedragen die aan de Gemeenschappen worden toegekend in toepassing van artikel 62ter worden op basis daarvan berekend.

De Plantentuin en het Ministerie van de Franse Gemeenschap kunnen in een protocol onderlinge praktische afspraken maken over de samenwerking tussen hun respectieve personeelsleden.

Art. 11. De bezoldiging en elk daarmee verband houdend geldelijk voordeel voor de personeelsleden van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de wetenschappelijke onderzoekers, vallen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

De Vlaamse Gemeenschap waarborgt een daadwerkelijke en gelijke administratieve en technische ondersteuning van alle wetenschappelijke onderzoekers.

Wanneer een personeelslid van de Franse Gemeenschap wetenschappelijk promotor is van een extern onderzoekscontract, wordt dit contract met het oog op de wetenschappelijke rapportage zowel bij een wetenschappelijke of universitaire instelling van de Franse Gemeenschap als bij de Plantentuin geregistreerd.

De middelen die vrij beschikbaar komen bij de Franse gemeenschap als gevolg van het vertrek van administratief en technisch personeel kunnen enkel aangewend worden ten bate van de instelling, bedoeld in artikel 1, tweede lid, en haar wetenschappelijke opdrachten.

Art. 12. De toegang tot de infrastructuur in het kader van het wetenschappelijk onderzoek is kosteloos voor eenieder die tot een door een Belgische of buitenlandse universiteit, Vlaamse, Waalse of Brusselse gewestelijke onderzoeksinstelling of tot een door de Vlaamse overheid erkende onderzoeksinstelling behoort of daartoe erkend is door de Wetenschappelijke Raad.

Art. 13. De voorwaarden inzake toegankelijkheid tot het Domein en de diensten van de Nationale Plantentuin van België worden voor eenieder van het publiek op gelijke wijze gereguleerd, zonder enige vorm van onderscheid, met uitzondering van de personen bedoeld in artikel 12.

Art. 14. Les conflits relatifs à l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont réglés par le collège juridictionnel visé à l'article 92bis, § 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La Communauté flamande et la Communauté française seront représentées par leur Gouvernement respectif, en la personne de leurs ministres-présidents.

Les frais de fonctionnement du collège juridictionnel sont à charge des parties, chacune pour la moitié.

Les dispositions de la loi du 23 janvier 1989 sur le collège juridictionnel visé à l'article 92bis, § 5 et § 6, et l'article 94, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles sont d'application.

Art. 15. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 16. Le présent accord de coopération entre en vigueur à la date à laquelle les décrets d'assentiment des parties signataires sont sanctionnés par les Gouvernements concernés.

Bruxelles, le 17 mai 2013.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Art. 14. De geschillen die met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van onderhavig samenwerkingsakkoord rijzen, worden beslecht door het rechtscollege bedoeld in artikel 92bis, § 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Alsdan zullen de Vlaamse en de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd zijn door hun respectieve Regeringen, in de persoon van hun ministers-presidenten.

De werkingskosten van het rechtscollege worden door elke partij, ieder voor de helft, gedragen.

De bepalingen van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, § 5 en § 6, en artikel 94, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn van toepassing.

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Art. 16. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag waarop de instemmingsdecreten van de ondertekenende partijen door de betrokken Regeringen zijn bekrachtigd.

Brussel, 17 mei 2013.

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
K. PEETERS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President van de Franse Gemeenschapsregering,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29406]

20 JUNI 2013. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap betreffende het beheer en de werking van de « Nationale Plantentuin van België »

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 17 mei 2013 tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap betreffende het beheer en de werking van de « Nationale Plantentuin van België ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 485-1.- Verslag nr. 485-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juni 2013.